

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Commissariat à la Sécurité
Alimentaire (CSA)

Projet de Mobilisation des Initiatives
en matière de Sécurité Alimentaire
au Mali (PROMISAM)



REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

REGION DE KOULIKORO
Synthèse Régionale

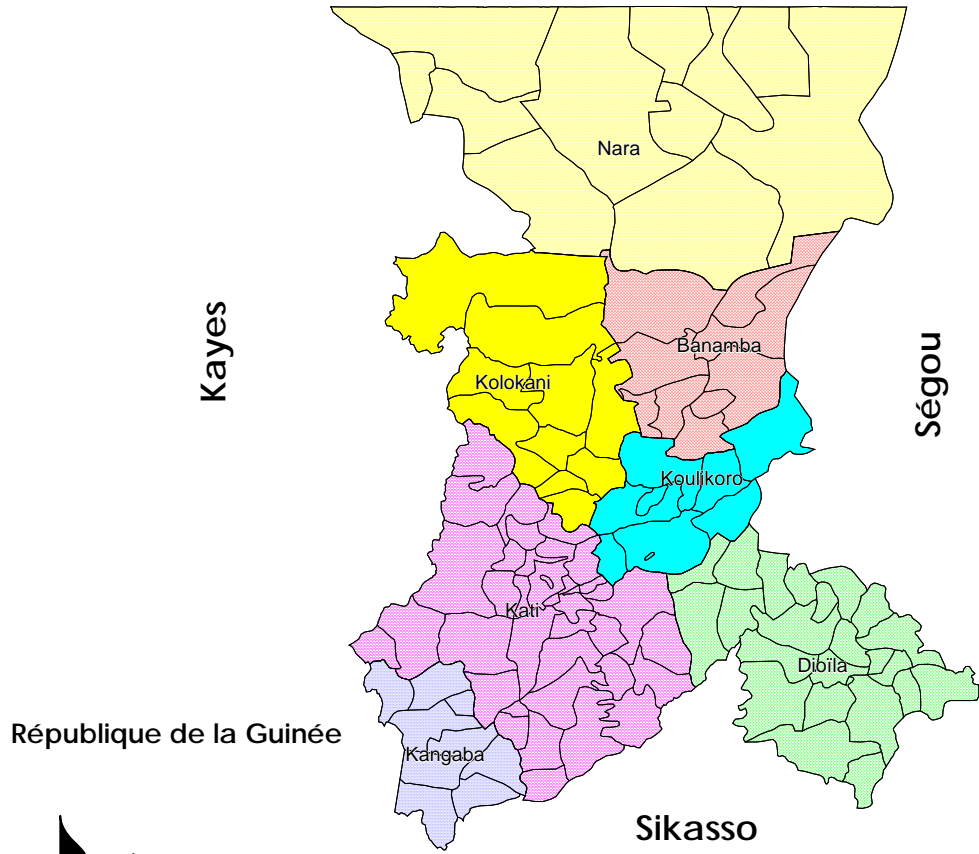
SYNTHESE
DES 106 PLANS COMMUNAUX DE SECURITE ALIMENTAIRE
DE LA REGION DE KOULIKORO
2009-2013

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



JUIN 2009

République Islamique de la Mauritanie



Région de Koulikoro

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACIM :.....
ADAF : ONG Nationale
ADRA-Mali : ONG Nationale
AEDE :.....
AMPS : Association Malienne pour la Promotion de la Santé
BRAMALI : Brasserie du Mali
CCC : Centre de Conseils Communaux
CILSS : Comité Inter Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CMDT : Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
CRRA : Comité Régional de Recherche Agricole
CSA : Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSPEEDA :.....
CSLP : Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DRPSIAP : Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
FODESA : Fonds de Développement en Zone Sahélienne
GMM : Grands Moulins du Mali
HUICOMA : Huilerie Cotonnière du Mali
INACOM : Industries Navales et Constructions Métalliques du Mali
NBB : Nouvelle Brasserie Bamakoise
OHVN : Office de la Haute Vallée du Niger
OPAM : Office des Produits Alimentaires du Mali
PADEC : Programme d'Appui au Développement Communautaire
PASASO :.....
PDESC : Programme de Développement Economique, Social et Culturel
PIRT : Projet Inventaire des Ressources Terrestres
PROMISAM : Projet de Mobilisation des Initiatives en Matière de Sécurité Alimentaire
PGRN : Projet de Gestion des Ressources Naturelles
PISA : Programme Intégré de Sécurité Alimentaire
PRPIP : Programme Régional Prioritaire d'Investissements en Matière de Population
PSA : Plan de Sécurité Alimentaire
PSSP :.....
PTF : Partenaire Technique et Financier
ULPC : Union Locale des Producteurs Céréaliers
SNSA : Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire

PREMIERE PARTIE : GENERALITES

I-CONTEXTE :

Depuis plusieurs décennies, le Mali connaît une insécurité alimentaire quasi endémique qui hypothèque ses efforts de développement. Cette situation est causée essentiellement par des aléas climatiques, l'accès difficile des producteurs aux équipements, au crédit, à la terre, aux intrants, etc. A cela, il faut ajouter les actions des déprédateurs, l'enclavement, les modes de productions extensifs, la détérioration des termes de l'échange au plan mondial.

La conséquence la plus perceptible et directe de l'insécurité alimentaire sur la vie des ménages est leur paupérisation. C'est pour cette raison que la Sécurité Alimentaire a été retenue comme l'un des axes d'intervention prioritaires dans le document du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP) élaboré et mis en œuvre au Mali pour la période 2002-2006, puis révisé pour la période 2007-2011 du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR). Plusieurs actions furent entreprises pour instaurer une sécurité alimentaire durable.

1-Adoption d'une Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA) :

En 2002 la République du Mali a adopté une Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire en conformité avec la Politique de Décentralisation. Les défis majeurs de cette SNSA sont :

- nourrir une population en forte croissance et de plus en plus urbaine;
- asseoir la croissance des revenus ruraux sur une stratégie de croissance rapide du secteur agricole;
- affronter la diversité des crises alimentaires.

2-Création du Commissariat à la Sécurité Alimentaire :

En mai 2004, le Gouvernement du Mali a mis en place un Commissariat à la Sécurité Alimentaire chargé de la mise en œuvre de la SNSA. Notamment, le CSA a été chargé de préparer et mettre en œuvre en rapport avec les départements ministériels concernés des mesures visant à assurer une pleine couverture des besoins alimentaires du pays.

3-Mise en place du Projet de Mobilisation des Initiatives en Matière de Sécurité Alimentaire (PROMISAM) :

En octobre 2004, le PROMISAM a démarré ses activités. Il a été mis en place par l'USAID/Mali suite à une demande du Gouvernement du Mali pour une assistance technique pour la mise en œuvre de la SNSA. Le PROMISAM doit particulièrement :

- appuyer le CSA à la mobilisation des capacités et initiatives pour la réalisation de la sécurité alimentaire structurelle au niveau des collectivités;
- développer des plans indicatifs de sécurité alimentaire au niveau des communes, cercles et régions ;
- accompagner le CSA dans le processus de développement du Plan National de Sécurité Alimentaire qui intégrera les Plans indicatifs de sécurité alimentaire des communes, cercles et régions.

II. JUSTIFICATION :

La Région de Koulikoro est confrontée très souvent à des situations alimentaires difficiles provoquées entre autres par :

- le déficit pluviométrique chronique ;
- le faible niveau de production ;
- la dégradation des écosystèmes et la baisse de la fertilité des sols ;
- les dégâts causés par les déprédateurs sur les cultures ;
- la persistance des maladies phytosanitaires ;
- l'insuffisance de l'appropriation de la technologie ;
- la mauvaise organisation des filières ;
- les difficultés d'approvisionnement en intrants agricoles ;
- le sous équipement des producteurs ;
- le faible encadrement des paysans dû à l'insuffisance du personnel des services agricoles ;
- la mauvaise gestion des fonds alloués aux différents programmes de sécurité alimentaire ;
- L'exploitation irrationnelle des ressources naturelles ;
- la divagation des animaux et les conflits entre les agriculteurs et éleveurs
- la transhumance ;
- l'insuffisance de revenus des populations ;
- la faible prise en compte de l'hygiène alimentaire ;
- l'insuffisance d'eau potable
- la faible prise en charge des questions de sécurité alimentaire dans les PDESC ;
- etc.

Face à ces préoccupations de plus en plus aiguës et qui annihilent tout effort de développement, il urge pour la région d'identifier et de mettre en œuvre des stratégies tendant à atteindre l'objectif d'une sécurité alimentaire durable pour les populations. Dans un contexte de Décentralisation, ces stratégies doivent être réfléchies à la base pour prendre en compte les préoccupations des masses populaires et les spécificités locales. Elles doivent être traduites en activités dans des Plans d'actions communaux dont l'objectif sera d'apporter une contribution à l'instauration d'une sécurité alimentaire durable.

III. METHODOLOGIE :

Pour développer les plans indicatifs de sécurité alimentaire au niveau des collectivités, le CSA et le PROMISAM ont opté pour une démarche de diagnostic – participatif.

1- Informations et sensibilisations :

Au mois de décembre 2006, une mission du CSA a rencontré au niveau régional les autorités administratives, la Direction Régionale de la Planification et de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP) sur la conduite d'un processus d'élaboration de plans de sécurité alimentaire des collectivités territoriales.

2. Organisation de sessions de formation :

Une session de renforcement des capacités s'est déroulée dans chacun des cercles de la Région suivant le tableau ci-après :

Cercle	Période des formations de l'année 2006-2007	Les participants
Banamba	21 au 23 Décembre 2006	Par Commune : Le Maire, le Secrétaire Général, le représentant des jeunes, la représentante des Femmes. Par Cercle : Le Préfet, tous les Sous Préfets, le Président du Conseil de Cercle, tous les Services Techniques Locaux présents dans le Cercle, les CCC, les ONG, les Associations et Coopératives, les radios libres de la place etc....
Nara	3 au 5 mars 2007	
Kolokani	9 au 7 mars 2007	
Dioïla	15 au 17 Mai 2007	
Kangaba	19 au 21 Mai 2007	
Kati	16 au 18 Juin 2007	
Koulikoro	17 au 19 Septembre 2007	

Les sessions ont été animées par une équipe comprenant les représentants du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, du Projet de Mobilisation des Initiatives en Matière de Sécurité Alimentaire et de la Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population de Koulikoro.

3. Elaboration de plans de sécurité alimentaires des communes :

Les plans de sécurité alimentaires des communes ont été élaborés par les communes elles-mêmes avec l'appui technique des ex Centres de Conseils Communaux (CCC) et sous la supervision de la Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population.

Le PSA de la commune a été monté selon un canevas présenté lors de la session de formation.

Les PSA élaborés devraient être cohérents avec les PDESC aussi bien au niveau de l'identification que des stratégies à mettre en œuvre. Ils ont été bâtis autour des 4 piliers de la Sécurité alimentaire que sont : **la disponibilité des aliments, l'accessibilité géographique et économique aux aliments, leur utilisation et la stabilité dans l'approvisionnement.**

La situation des plans parvenus à la DRPSIAP est la suivante :

Cercles	Total communes	Total de PSA élaborés
Koulikoro	09	09
Banamba	09	09
Dioïla	23	23
Kangaba	09	08
Kati	37	36
Kolokani	10	10
Nara	11	11
TOTAL	108	106

4-Synthèse des plans communaux du Cercle :

Il a été élaboré au niveau de chaque cercle une synthèse représentant une compilation de l'ensemble des plans communaux du Cercle. Ces plans ont été au préalable tous adoptés et approuvés par les organes délibérants des communes. Il reste entendu que ces plans des communes restent valables et constituent le cadre opérationnel de la mise en œuvre des activités identifiées. La synthèse a respecté les contenus des PSA validés tout en se focalisant sur les contraintes majeures identifiées par les communes et les principales solutions proposées.

5-Restitution des synthèses des cercles :

Les synthèses des Cercles ont été restituées aux conseils des cercles.

Les réunions de restitution ont regroupé:

- les membres des conseils de cercle ;
- le secrétaire général du conseil de cercle ;
- le chef du secteur agricole ;
- le représentant du CCC.

Au cours des réunions, des observations de fond et de forme ont été formulées et prises en compte dans les versions finalisées.

L'élaboration des synthèses a permis :

- de corriger les erreurs de forme et de calcul ;
- de faire économie de certains domaines relevant plutôt du développement global du cercle et qui sont pris certainement en compte par d'autres programmes;
- de déceler certaines omissions dans la prise en compte des préoccupations des populations.

6-Elaboration d'une synthèse Régionale :

La présente synthèse régionale est une compilation exhaustive des 7 synthèses des cercles toutes validées par le niveau cercle. Elle présente les préoccupations majeures de la Région en matière de sécurité alimentaire et propose en même temps les principales solutions identifiées à la base. Elle constitue pour la Région et l'Assemblée Régionale un outil de plaidoyer auprès des partenaires au développement de la Région

7-Restitution de la synthèse régionale :

La synthèse régionale a été envoyée au Gouverneur, qui a ordonné sa restitution à l'Assemblée Régionale de Koulikoro.

DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DE LA REGION

I- CARACTERISTIQUES PHYSIQUES :

Située au centre ouest du Mali, la Région de Koulikoro couvre une superficie de 90.210 Km² avec une population estimée à 1.981.364 habitants en 2007 soit une densité moyenne de 21,96 hts/km².

Elle s'allonge du Nord au Sud sur 445 km et d'ouest en est sur 340 km. Elle est limitée au Nord par la Mauritanie, à l'Est par la Région de Ségou et celle de Kayes à l'Ouest, au Sud-Ouest par la Guinée, au Sud par la Région de Sikasso.

1-Relief :

La Région de Koulikoro est un vaste plateau accidenté, constitué de roches cristallines et de roches gréseuses, tout l'ensemble recouvert par endroits de la latérite et du sable. Il n'y a pas de hauts reliefs. Les Monts Mandingues constituent l'essentiel des hauteurs orientées du Sud au Nord. Ils s'allongent sur 150 km en balayant la Région d'est en ouest. Leur altitude décroît progressivement de la frontière guinéenne à la Commune de Sirakorola (Cercle de Koulikoro) où disparaissent les derniers chaînons.

2-Climat :

La Région s'étend entièrement dans la zone tropicale marquée par l'alternance d'une saison de pluies (mai à Octobre) et d'une saison sèche (novembre à avril).

Les températures les plus hautes (40°C) s'observent entre mars et juin et les plus basses entre décembre et février.

Un véritable contraste existe entre le Sud humide et luxuriant (Cercle de Kangaba) et le Nord pré désertique avec son sable fin et mauve.

En effet, la Région couvre du Nord au Sud différentes zones climatiques :

- La zone sahélienne délimitée par les isohyètes 150 et 550 mm ;
- La zone soudanienne entre les isohyètes 550 et 1 150 mm ;
- La zone pré guinéenne où les pluies sont supérieures à 1.150 mm d'eau par an.

La région de Koulikoro s'étend sur quatre zones bioclimatiques : sahélienne sud, soudanienne nord, soudanienne sud et pré guinéenne qui se répartissent les régions naturelles du Hodh (Bas Kaarta et Tyemandali), du plateau Mandingue, du plateau de Koutiala, du Haut Baní Niger et du Delta Central Nigérien.

3- Végétation :

La Région est caractérisée par un large éventail de formations végétales qui varient du Nord au Sud en fonction des sols et de la pluviométrie. Elles vont de la forêt claire (zone soudano guinéenne) à la savane arbustive ou steppe (zone saharienne) en passant par des forêts galeries.

4- Sols :

Selon le Projet Inventaire des Ressources Terrestres (PIRT), les différents types de sols dans la région sont caractérisés dans leur majorité par leur pauvreté, leur acidité et leur instabilité structurale. Le tableau suivant indique les sols de la région et leurs caractéristiques

Sols et caractéristiques	Zones agro climatique	Localisation	Superficie (km ²)	Pluviométrie	Cultures pratiques
Latéritiques et alluvionnaires	Zone haute vallée	Kangaba, Kati, Kourouba, Baguinéba, Néguela, Sanankoraba, Siby, Kati, Kati urbain	21 450	1 200 à 900	Mil, Sorgho, arachide, riz, maraîchage
Latéritiques sableux et argileux	Zone ouest	Koulikoro, Banamba (Médina sacco, Toukoroba, Toubacoro, Kolokani)	24 260	950 à 750	Mil, Sorgho, arachide, riz,
Sols ferrugineux et ferralitiques	Zone mali Sud	Dioïla	12 000	1 000 à 950	Coton, Mil, sorgho, maïs
Sols très sableux	Zone Sahel	Nara, Banamba (sébéte, Boron)	32 000	Autour de 450	Céréales
Total			89 710		

Source : DRPS- Koulikoro, novembre 2003

Il faut cependant signaler que toutes ces zones sont pâturées par les éleveurs à la recherche de ressources fourragères qui sont les graminées, ligneux et résidus agricoles.

5-Hydrographie :

La Région de Koulikoro est arrosée par 6 un (1) fleuve et des cours d'eau.

- Le Niger avec 4 200 km de long dont 250 km dans la Région de Koulikoro soit 14 % il dessert les cercles de Kangaba, Kati, et Koulikoro.,

- Le Baoulé avec 842 km de long dont 120 km dans la Région de Koulikoro, en passant par le cercle de Kolokani et de Kati.
- Le Sankarani un affluent du fleuve Niger qui dans sa vallée se voit construit le barrage de Sélingué avec 500 km de long dont 40 km dans la Région,
- Le Bagoé, il traverse la commune de Klé dans le cercle de Dioila sur une longueur de 150 Km et trace la limite naturelle entre la région de Koulikoro et celle de Sikasso.
- Le Baní, affluent principal du fleuve Niger sert de limite naturelle entre la région de Koulikoro et celle de Ségou, il traverse la commune de Diébé dans le cercle de Dioila sur une distance de 20 Km pour rejoindre Dounan dans le cercle de Bla région de Ségou.
- Le Banifing long de 70 Km dans la région dessert le cercle de Dioila pour se jeter dans le Baoulé à Zorokoro.

Parmi eux, seuls les cours d'eau du Niger, du Baoulé et du Sankarani constituent des sources permanentes.

Les autres sont saisonnières et ne gardent l'eau de façon permanente que de juin à mars avec des variations selon la pluviométrie.

Le lac Wégna est le seul de la région. Il est situé au nord-est dans le cercle de Kolokani.

Les ressources eaux Souterraines constituent un potentiel important mais très peu mis en valeur.

Selon les services de l'hydraulique, il y a deux sortes de nappes souterraines :

- les nappes alluviales (5 à 15m de profondeur environ) se trouvant un peu partout et
- les nappes de fracturation (20 à 40cm de profondeur environ). Elles sont actuellement exploitées et de qualité généralement bonne, leur pollution n'intervient qu'à la suite de leur exploitation.

II- MILIEU HUMAIN :

1- Population :

Selon les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 1998 la population de la Région de Koulikoro qui s'élevait à 1 565 838 habitants a été estimée à 2 035 005 habitants en 2008. Elle se caractérise par sa jeunesse. Les densités les plus fortes sont observées dans les cercles de Kati (20,9 habitants/km²), Koulikoro, Dioila. La faible densité est observée à Nara (4,8 habitants/Km² contre une moyenne régionale d'environ 16,4 habitants).

2-Organisation Sociale :

Les principaux groupes ethniques qui peuplent la Région sont

- Les Malinkés à cheval sur le haut Niger entre Bamako et Siguiri (Guinée-Conakry) ;
- Les Bambara plus nombreux entre Koulikoro et le Kaarta ;
- Les Somonos le long du fleuve Niger ;

- Les Sarakolé, les Maures et les Peuhls au Nord.

3- Migrations :

Les migrations très importantes constituent, entre autres, un aspect non négligeable de la population. Elles sont une des conséquences de l'insécurité alimentaire. En effet un nombre élevé de ressortissants de la Région dont la plus part à la recherche d'un emploi émigrent chaque année vers Bamako, la capitale ou vers les pays limitrophes de Mauritanie du Sénégal, de la Guinée ou encore l'Europe et l'Asie.

La population de la Région demeure essentiellement rurale ; l'exode vide les campagnes de leurs bras valides au profit des centres urbains.

4- Données administratives :

Dans le cadre de la décentralisation la Loi N° 96-059 ANRM du 4 novembre 1996 portant création des communes la Région est constituée de 108 communes (dont 3 urbaines) réparties entre 7 Cercles (Banamba, Dioïla, Kangaba, Kati, Kolokani, Koulikoro et Nara).

	1998		2004	
	Région	Pays	Région	Pays
Nombre de Cercles	7	49	7	49
Nombre de communes	108	703	108	703
Nombre de villages/fractions	2 370	11 232	2 370	11 232

III- ECONOMIE :

1-Agriculture :

L'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation forestière avec plus de 80% de population constituent la principale activité économique de la Région. Ce secteur dans son ensemble est tributaire des aléas climatiques. L'encadrement du monde rural est assuré par des services et des projets comme l'OHVN, la CMDT, certaines ONG qui visent à promouvoir le développement du monde rural par l'encadrement, la formation et l'organisation des paysans. Les principales productions sont les céréales : le sorgho, le mil, le maïs et le riz.

Aux cultures céréalières s'ajoutent les légumineuses alimentaires (arachide, niébé et wouandzou) et les cultures commerciales (coton, sésame, le pourghère...).

Le maraîchage est très développé surtout dans les cercles de Kolokani et Kati. L'arboriculture est surtout développée dans le sud de la Région. Ces deux dernières activités sont importantes et jouent un rôle double de consommation et commercialisation pour l'apport monétaire.

2-Elevage :

L'élevage, est de type extensif. Il contribue toutefois à l'atteinte de sécurité alimentaire à travers la production de viande, de lait, d'œufs. Par intégration à

l'agriculture l'élevage contribue à l'augmentation et la productivité agricole (culture attelée, fertilisation des sols). Comme les cultures commerciales l'élevage est aussi important car par sa contribution à l'accroissement des revenus, à l'emploi et à l'épargne.

En 2007 le cheptel était estimé à 1.163.560 bovins, 1.012.780 ovins, 1.364.160 caprins et 3.399.860 volailles. Ce qui classe la Région au 4^{ème} rang en effectif bovin et 3^{ème} rang en effectif ovins/caprins.

3- Pêche :

Cette activité est surtout pratiquée par les Bozos et Somonos le long du fleuve Niger. Les structures en charge de cette activité sont entrain d'organiser ces pêcheurs en association et conseil de pêche pour un meilleur suivi des intervenants de la filière (permis de pêche...). Au cours de l'année 2008 les mises à terre sur les débarcadères contrôlés sont de l'ordre de 318 Tonnes 420 Kg de poisson. Etant donné que le poisson constitue un des aliments le plus riche en protéine, élément indispensable à la croissance, sa prise en compte pour la complémentarité de la sécurité alimentaire est indispensable.

4- Mines et Energies:

La région de Koulikoro dispose d'importantes ressources minières. Elles sont à l'état de prospection ou sont exploitées de façon traditionnelle. Des gisements de fer ont été découverts à Naréna (Kangaba), Ballé (Nara) et à Moribabougou (Kati). Des traces d'or ont été trouvées à Kangaba. Une mine de carrière est actuellement en exploitation à Moribabougou.

Les principales sources d'énergie demeurent le bois et le charbon de bois.

La production d'énergie est assurée par le réseau électrique de Bamako qui fournit en électricité les villes de Kati et Koulikoro, la station de Fana qui dessert Fana et Dioïla et la centrale électrique de Kangaba.

La quasi-totalité de la population est alimentée en eau à partir du fleuve, les mares, les rivières et les forages. Il a été recensé 71 adductions d'eau dans la région et 1812 forages équipés (en 2001).

5-Industrie :

La Région de Koulikoro est l'une des Régions les plus Industrialisées du Mali. La proximité de la Région par rapport à Bamako, grand centre de consommation lui donne un avantage dans ce domaine. La saturation du District de Bamako fait de la Région de Koulikoro une zone de prédilection pour les grands investisseurs nationaux ou étrangers (Privés ou publics). Les zones industrielles couvrent une superficie de 547,7 ha. Les unités industrielles sont : HUICOMA, GMM, INACOM, Boulangerie SANOGO et Frères à Koulikoro ; BRAMALI, SAMPACARA-PLASTIQUES PROFILES, BOUROU MANSA la Nouvelle Brasserie Bamakoise (NBB) Bramali, l'Usine DIAGO d'eau minérale et l'usine de Filature (FITINA) à Kati ; Usines d'égrenage de coton (CMDT) à Fana et Dioïla dans le Cercle Dioïla, et les unités industrielles de Gaz.

6- Tourisme :

La Région de Koulikoro dispose de grandes potentialités naturelles, historiques et culturelles tant pour le tourisme international que le tourisme national : excursions vers les sites touristiques du Mandé, les plages de Koulikoro et Kangaba, les vestiges historiques de Kolokani.

7 – Transports - Télécommunications :

En matière d'infrastructures la région de Koulikoro est la plus dotée en voies de communications grâce à la présence de la ville de Bamako située presque à son centre. Toutefois, il existe des localités difficilement accessibles pendant la saison pluvieuse. A ce constat, s'ajoute la vétusté du parc automobile.

Le fleuve Niger n'est pas navigable en toute saison et les périodes de navigabilité varient selon les parcours.

La longueur totale de la voie ferrée traversant la région est estimée à 140 km dont près de 60 km entre Koulikoro et Bamako.

En ce qui concerne les infrastructures aéronautiques, la région dispose de quatre (04) pistes d'atterrissages non bitumées (Nara, Kolokani, Faladiè dans le cercle de Kati et Dioïla). Ces aérodromes ne sont pas ouverts au trafic.

A cela, il faut ajouter les Radios de proximité, la téléphonie rurale et la téléphonie mobile en plein essor à travers toute la région.

Distances

Distances cercles/région	Km
Banamba – Koulikoro	95
Dioila - Koulikoro (par Gouni)	117
Dioila - Koulikoro (par Bko)	217
Kangaba – Koulikoro	155
Kati – Koulikoro	74
Kolokani - Koulikoro (Massantola)	124
Kolokani - Koulikoro (par Bamako)	199
Nara - Koulikoro (par Boron)	312
Nara - Koulikoro (par Kolokani Bko)	444

IV-PRESENTATION SOCIALE DE LA REGION :

1-Education et Alphabétisation :

La région de Koulikoro enregistre une évolution remarquable du taux de scolarisation depuis des années :

-2001-2002 :66,19% pour l'ensemble dont 80,88% pour les garçons et 51,88% pour les filles ;

-2004-2005 : 80,3% pour l'ensemble dont 96% pour les garçons et 64,9% pour les filles au premier cycle de l'enseignement fondamental.

Au second cycle de l'enseignement fondamental :

-2001-2002 : 18,17% pour l'ensemble dont 25,25% pour les garçons et 11,29% pour les filles ;

-2004-2005 : 42,1% pour l'ensemble dont 56,3% pour les garçons et 28,3% pour les filles.

La proportion des analphabètes demeure élevée. Dans la région, la population analphabète, âgée de 15 à 55 ans, en 2003-2004 était estimée à 694 206 (dont 366 385 hommes et 327 821 femmes). Le taux d'alphabétisation était de 27% (Source DRPSIAP).

De plus en plus, la demande d'éducation dans la région s'accroît. Des efforts sont entrain d'être consentis de façon graduelle depuis des années, mais des actions urgents doivent être prises spécifiquement pour réduire davantage les disparités entre les zones d'une part et d'autre part- entre les sexes (garçons et filles) surtout dans les communautés à accès difficiles et/ou soumises à des pesanteurs sociales.

2-Santé :

Dans la Région de Koulikoro 60% de la population a accès à des soins de santé adéquats dans un rayon de 15 km ; cependant :

- La couverture vaccinale des enfants est de 56% pour le DTCP3, 55% pour la Rougeole en 2001 ;
- La prévalence contraceptive dans la Région est très faible : 2,93% en 2001 ;
- Le déficit en soins obstétricaux d'urgence est de 51% (2001) ;
- La prévalence en matière de VIH/SIDA avoisine les 1,2% (EDS 2006) les efforts fournis.

Les maladies les plus courantes sont les maladies infectieuses et parasitaires comme le paludisme, les diarrhées, infections respiratoires aiguës.

On note également des décès maternels au cours de la grossesse et de l'accouchement et de décès infantiles.

3-Emploi :

Le marché de l'emploi de la Région est caractérisé par une baisse des activités tant au niveau des demandes d'emploi qu'au niveau des offres reçues par rapport au nombre d'unités économiques privées.

Le nombre de demandeurs d'emploi en 2004 s'élevait à 822. L'offre d'emploi enregistrée en 2004 était de 123 soit un taux d'emploi de 14,96%. Les demandeurs d'emploi sont des diplômés et des non diplômés.

En 2005 avec la construction de la route Koulikoro – Banamba le taux d'emploi avait sensiblement augmenté. Mais il est à noter que, dans le cadre de la réduction du chômage, l'INACOM est la seule l'unité économique privée de la place qui prend les jeunes diplômés en stage sous contrat de qualification.

4-Environnement :

Il est marqué par la détérioration de la qualité des ressources naturelles (eau, air, sol, flore, faune) qui est un constat réel dans la région de Koulikoro. Cette détérioration résulte essentiellement des changements climatiques et des activités

économiques. Les problèmes environnementaux de la région se posent différemment en milieu urbain en milieu rural.

En milieu urbain la situation est caractérisée par le développement anarchique de l'habitat, le rejet des déchets industriels et ménagers, la pollution de l'atmosphère.

En milieu rural, l'utilisation des engrais chimiques, des pesticides, de l'agriculture extensive sont à l'origine de la pollution et de la dégradation des surfaces cultivées.

Il est important de signaler les disparités entre le sud plus arrosé (600 à 1300mm de pluie/an) et le nord qui en reçoit moins (300 à 600mm).

TROISIEME PARTIE : DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ALIMENTAIRE DANS LA REGION

I-ETAT DES LIEUX :

1-Concept :

La sécurité alimentaire (SA) peut se définir comme la possibilité offerte à chaque individu d'accéder de façon permanente à une nourriture suffisante en quantité et en qualité pour mener une vie simple et active.

L'indicateur le plus couramment utilisé pour suivre l'évolution de la sécurité alimentaire ou pour en mesurer le niveau à l'échelle du pays ou de la région consiste à comparer les besoins alimentaires globaux de la population à l'offre totale de produits alimentaires

Le concept de sécurité alimentaire ne s'oppose pas à celui plus ancien de l'auto-suffisance alimentaire. Si cette dernière traduit la volonté d'un pays de ne pas dépendre de l'extérieur pour son approvisionnement (produire tout ce qu'il consomme), la sécurité alimentaire (le *Dun kafa*) quant à elle, n'exclut ni les importations de denrées alimentaires ni les exportations de produits agricoles destinées à fournir aux populations les ressources nécessaires au financement des importations alimentaires.

Considéré sous cet angle, l'équilibre de la balance agricole (exportations agricoles moins importations alimentaires/intrants agricoles) reste l'un des meilleurs indicateurs macro-économique de la sécurité alimentaire.

2-Piliers de la SA :

Les piliers sur lesquels repose la notion de SA sont au nombre de quatre :

- **La disponibilité** : C'est l'existence en quantité suffisante des produits alimentaires de base de préférence d'origine locale. Les importations et souvent les aides alimentaires sont nécessaires en cas de crise.

La disponibilité est liée à la production. Toutes les politiques de sécurité alimentaire doivent contribuer à diversifier et à accroître la production nationale.

- **La stabilité** : Elle repose sur la possibilité d'un approvisionnement régulier des populations en denrées alimentaires en quantité et en qualité. Elle implique le désenclavement des zones de production, la multiplication des marchés pour une meilleure fluidité dans la circulation des productions des zones excédentaires vers les zones déficitaires.

- **L'accessibilité** : Il s'agit d'une accessibilité physique et surtout économique. Elle en appelle au développement des infrastructures de transports et au pouvoir d'achat des populations.

- **L'utilisation** : consiste à optimiser les apports nutritionnels des aliments ingérés afin de diminuer les cas de malnutrition.

3-Facteurs Favorables à la SA :

L'Agriculture :

- La disponibilité de terres cultivables ;
- La diversité climatique ;
- La possibilité de culture potagère ;
- La jeunesse de la population ;
- Le dynamisme de la paysannerie ;
- La qualité de l'encadrement technique ;
- L'existence d'équipements ;
- L'existence des structures de micro finance ;
- L'existence de projet de développement ;
- L'existence de structures d'encadrement ;
- L'organisation du monde rural ;
- L'existence d'infrastructures de transports (route, voie fluviale) ;
- L'existence d'une usine de transformation (HUICOMA) ;
- L'existence des structures de recherche sur l'agriculture ;

➤ **Elevage :**

- L'importance du cheptel ;
- L'étendue de l'espace pastoral ;
- L'abondance du disponible fourrager notamment en saison pluvieuse ;
- Les réalisations en matière d'hydraulique pastorale ;
- L'existence d'industrie de production d'aliment bétail (HUICOMA et GRANDS MOULINS) et de la volaille ;
- L'existence des aires abattages, des marchés à bétail, de volaille, des centres de collectes de lait.

4- Contraintes à la SA :

➤ **Agriculture :**

- Les aléas climatiques ;
- La forte dépendance des cultures aux pluies ;
- Les difficultés d'accès aux terres, matériels et intrants agricoles ;
- La faible prise en compte des activités de production dans les PDSEC des communes ;
- La faible maîtrise de l'eau ;
- La faible mobilisation de l'épargne ;
- La pollution des terres et la dégradation du potentiel productif ;
- L'exode rural ;
- La démographie galopante ;
- L'exportation de la production nationale ;

- L'insuffisance des structures de micro finance adaptées ;
- Le non respect des normes de sécurité alimentaire ;
- L'insuffisance des unités de transformations ;
- L'enclavement de certains de la région ;
- L'insuffisance des structures de stockages adaptées ;
- Le sous équipement des producteurs ;
- L'insuffisance d'encadrement ;
- L'envahissement des terres arabes par le sable ;
- La faible capacité d'organisation des acteurs autour de la filière céréale ;
- Le très bas pouvoir d'achat des populations ;
- Coût élevé des transports ;
- Rupture d'approvisionnement en produits essentiels ;
- Etc.....

➤ **Elevage :**

- La rupture dans l'alimentation du bétail ;
- Difficulté des éleveurs d'accéder aux compléments alimentaires (aliment bétail, graine de coton son ACHKAR) ;
- Très faible production de foins et de forages ;
- La forte poussée de défrichements champêtres qui grignote les pâturages, obstrue les pistes de transhumances et de passages d'animaux souvent à l'origine de conflits entre éleveurs et cultivateurs ;
- La faible productivité des races animales, handicap majeur à l'accroissement de la production ;
- L'entretien du phénomène de consanguinité, source de vices et de tares qui le rend peu productif même dans les meilleures conditions d'alimentation des animaux ;
- Le caractère extensif de l'élevage ;
- La Persistance de maladies comme la Péri pneumonie Contagieuse Bovine (PPCB), les pasteurelloses, la Peste des Petits Ruminants (PPR) et certaines maladies de la volaille.

II-SITUATION ALIMENTAIRE DANS LA REGION :

Dans la région de Koulikoro les céréales constituent l'alimentation de base. Toutefois, les productions végétales, animales, halieutiques, fauniques et sylvicoles jouent un rôle important non seulement dans le cadre de l'équilibre alimentaire et l'augmentation des revenus mais également dans la satisfaction des besoins alimentaires. L'indicateur le plus couramment utilisé pour mesurer le niveau d'atteindre de la SA est le bilan céréalier qui consiste à comparer les besoins à la production nette totale des céréales disponible (déduction faite des pertes et des semences).

La norme de consommation dégagée par le CILSS qui est de 214 KG/hbt /an toutes céréales confondues est la plus utilisée.

Le bilan céréalier des trois dernières campagnes se présente comme suit :

Année	Besoins Céréaliers (T)	Production Disponible (T)	Ecart (T)	Observation
2004	396.205	337.896	- 58.309	Déficitaire
2005/2006	406.424	477.607	+71.183	Excédentaire
2006/2007	416.948	424.819	+7.871	Excédentaire
Moyenne	406526	413.427	+6.901	

Source : Synthèse des séminaires thématiques régionaux, Avril 2007.

De l'analyse de ce tableau, il ressort un bilan céréalier excédentaire pour les deux dernières campagnes et une situation déficitaire pour la campagne 2004, année de l'invasion des criquets.

Il faut cependant signaler que ce bilan cache plusieurs réalités. Dioïla est le seul cercle en permanence excédentaire. Certains cercles sont structurellement déficitaires. Il s'agit des cercles de Kangaba, Kati, Nara. A l'intérieur des cercles excédentaires, il existe souvent des communes déficitaires, tout comme il peut exister des communes excédentaires à l'intérieur des cercles déficitaires. Le surplus du cercle excédentaire (Dioïla) échappe à la gestion régionale, car drainé en direction de la capitale ou d'autres régions voir à l'extérieur du pays. Les fuites de céréales sont constatées dans les cercles déficitaires en direction de la capitale ou des pays voisins.

Il n'est pas aisé d'évaluer les stocks paysans et les importations de céréales. C'est surtout au niveau du riz que le déficit est permanent, car cette céréale renforce de plus en plus sa position dans les habitudes alimentaires. La commercialisation des cultures de rente, produits maraîchers, produits animaux (viande, œufs, laits, etc.), halieutiques, forestières et fauniques génère des ressources financières dont une partie est utilisée pour l'achat de céréales. Il en est de même des activités génératrices de revenus. C'est pourquoi, il n'est pas aisé de maîtriser la sécurité alimentaire à l'échelle du cercle, de la commune, du village ou du ménage. Toutefois, il est bon de signaler l'existence de certaines productions et activités complémentaires ou génératrices de revenus (agriculture) qui contribuent à la sécurité alimentaire :

- production de légumineuses (niébé) : 37.275 tonnes
- production de tubercules (manioc, igname, patate) : 36.404 tonnes
- culture de coton : 11.711 tonnes
- cultures d'arachides : 76.902 tonnes
- cultures émergentes (sésame) : 1.571 ha
- cultures maraîchères : 4.780 ha
- arboricultures fruitières et produites de cueillettes (karité)
- vente de bétails et lait : environ 5.106.410.410 F CFA tirés de cette activité sont investis dans l'achat de céréales
- Vente de poissons.

Les productions forestières et fauniques interviennent également dans la génération des revenus à travers : la commercialisation des bois de chauffe et charbon, des bois

d'œuvre et de service, des produits de cueillette et le fourrage aérien, de la gomme arabe, la vente des produits de la pharmacopée et la vente de la viande sauvage.

En définitive, on peut conclure que la région dispose d'énormes potentialités des productions et de sources de revenus qui peuvent permettre de réaliser sa SA, prélude à la souveraineté alimentaire. Toutefois, force est de constater que des difficultés alimentaires sont toujours observées surtout en année déficitaire.

Cependant, au cours de ces dernières années, l'Etat a déployé d'énormes efforts vers l'atteinte d'une SA durable dans la région.

III-PERSPECTIVES :

Par rapport à la problématique posée les dispositions en cours dans la région sont entre autres :

- La création de banques de céréales dans les communes, au niveau des cercles et dans de nombreux villages à travers les dynamiques suivantes:
 - * Le Commissariat à la Sécurité alimentaire (CSA) et la CADB
 - * Les projets comme le FODESA, le PRP/PADEC, le PSSP, PASASO
 - * Les populations et leurs structures (ULPC)
 - * Les ONG d'appui : ADAF Gallé, World Vision, l'ACIM, ADRA-Mali, le PGRN, Stop- Sahel, le PISA, Sahel 21, Plan- Mali, Tonus, AMPS, AEDE, Promotion féminine, CSPEEDA.

Ces stocks villageois et de communes varient de 10 à 50 tonnes au plus et le processus continue sous l'égide des collectivités territoriales et les différents partenaires avec l'appui du CSA.

- La mise en œuvre de l'initiative riz dans les cercles de Kangaba, Kati, Koulikoro et Dioïla ;
- Le renforcement des aménagements des périmètres irrigués ;
- La diversification des productions à travers les cultures d'opportunités (maraîchage, sésame) ;
- L'amélioration de l'approvisionnement en équipements agricoles et intrants ;
- L'amorce de la mécanisation ;
- La poursuite de l'Opération « Pluie provoquée » ;
- Les opérations « Vente d'intervention de l'OPAM » pour la stabilisation des prix ;
- Le renforcement des capacités d'intervention des structures techniques d'appui ;
- L'élaboration des plans communaux de sécurité alimentaire;
- Le renforcement des caisses rurales d'épargne et de crédit.

QUATRIEME PARTIE : SYNTHESE DES 106 PSA DES 07 CERCLES DE LA REGION

I - LA REPARTITION DU COUT PAR CERCLE ET PAR PILIER :

Piliers	KOULIKORO		BANAMBA		DIOILA		KANGABA		KATI		KOLOKANI		NARA		TOTAL REGION	
	Coût	%	Coût	%	Coût	%	Coût	%	Coût	%	Coût	%	Coût	%	Coût	%
DISPONIBILITE	6 360 570	68,26	8725310	86,38	12 575 950	55,05	1 572 765	43	6 193 840 300	60,9 7	1618540000	17,82	1 228 770 000	24	9 070 384 895	37,18
ACCES	2 313 800	24,83	450690	4,46	9 300 000	40,71	1 031 210	28	3 154 786 000	31,0 5	6347820000	69,87	2 365 070 000	46	11880771700	48,70
UTILISATION	177 850	1,91	904340	8,95	470 000	02,06	335 255	9	240 398 000	2,36	952884000	10,49	280 950 000	6	1476119445	6,05
STABILITE	466 200	5	20700	0,20	500 000	02,19	691 745	19	568 545 700	5,59	165296000	1,82	1 232 251 000	26	1967771345	8,07
TOTAL	9 318 420	100	10101040	100	22845950	100	3 630 975	100	10 157 570 000	100	9 084 540 000	100	5 107 041 000	100	24395047385	100

Le coût total des 106 PSA de la Région est estimé **24.395.047.385 F CFA**.

Sur ce montant la part la plus importante est orientée vers **la disponibilité** avec un coût de **9 070 384 895 FCFA**, soit **37,18%**. Cette part concerne en général les actions d'amélioration de la production et de la productivité du secteur primaire (agriculture, élevage, pêche)

L'accès prend **48,70%** soit un montant de **11 880 771 700 FCFA**. L'essentiel des activités concerne l'aménagement de pistes rurales et la multiplication de banques/ magasins de céréales et leur dotation en produits alimentaires.

L'utilisation représente **6,05%** soit **1 476 119 445 FCFA**. Les activités regroupent les communications pour un changement de comportement (IEC), La vulgarisation de recettes et techniques culinaires, l'intensification des contrôles de la qualité des produits alimentaires et la création et l'aménagement d'aire d'abattage/ abattoir.

La stabilité a été estimée à **8,07 %** du coût total soit un montant de **1 967 771 345 FCFA**. Elle concerne les activités de création de banques de céréales, la formation des comités de gestion, l'aménagement des pistes rurales, l'organisation de systèmes adéquats d'approvisionnement des banques de céréales.

II- REPARTITION DU COUT PAR CERCLE ET PAR ANNEE :

CERCLES	Total	Répartition du coût par année				
		1	2	3	4	5
KOULIKORO	9 318 420	1 863 684	1 863 684	1 863 684	1863684	1 863 684
BANAMBA	10 101 045	2 020 209	2 020 209	2 020 209	2 020 209	2 020 209
DIOILA	22 845 950	4 569 190	4 569 190	4 569 190	4 569 190	4 569 190
KANGABA	3 630 975	1 284 965	1 363 965	601 370	226 360	154 315
KATI	10 157 570 000	3 700 800 000	2 641 190 000	1 722 250 000	1 315 190 000	778 140 000
KOLOKANI	9 084 540 000	1 498 949 100	2 198 458 680	2 153 035 980	1 580 709 960	1 653 386 280
NARA	5 107 041 000	255 352 050	1 532 112 300	1 532 112 300	1 021 408 200	766 056 150
TOTAL	24 395 047 390	4 011 097 399	4 242 866 750	3 329 531 156	2 394 785 047	1 597 820 953
%	100	25,7	27,19	21,34	15,35	10,24

Le coût repart sur les cinq années donne 25,70% pour la première ; 27,19% pour la deuxième ; 21,34% pour la troisième ; 15,35% pour la quatrième et 10,24% pour la cinquième.

III-REPARTITION DU COUT PAR COMMUNE :

Rang	Communes	Montant	% du Cercle
CERCLE DE KOULIKORO			
1	Nyamina	2 917 650	31,31
2	Dinandougou	1 201 850	12,90
3	Méguetan	1 045 100	11,21
4	Sirakorola	974 320	10,50
5	Koula	890 500	9,50
6	Koulikoro	759 900	8,15
7	Doumba	510 500	5,50
8	Tougouni	510 000	5,47
9	Tienfala	508 600	5,46
Total		9 318 420	100
CERCLE DE BANAMBA			
1	Duguwolonwila	1 675 438	16,58
2	Toukoroba	1 203 770	11,91
3	Boron	1 154 288	11,42
4	Toubacoro	1 147 620	11,36
5	Kiban	1 103 309	10,92
6	Banamba	1 068 188	10,57
7	Madina – Sacko	971 338	9,61
8	Benkadi	937 267	9,27
9	Sébété	839 822	8,31
Total		10 101 040	100
CERCLE DE DIOILA			
1	Guegneka	2 387 650	10,45
2	Kaladougou	2 012 100	8,80
3	Dolendougou	1 750 800	7,66
4	Niantjila	1 719 500	7,52

5	Massigui	1 421 500	6,22
6	Banco	1 375 100	6,01
7	Ténindougou	1 350 500	5,91
8	Ténindougou	1 305 850	5,81
9	Nangola	937 560	4,10
10	N'Dlondougou	915 500	4
11	Zan Coulibaly	885 300	3,87
12	Kilidougou	850 690	3,72
13	N'Garadougou	840 750	3,68
14	Kémé-kafo	735 450	3,21
15	Kéréla	721 310	3,15
16	N'Golobougou	720 600	3,14
17	Wacoro	549 880	2,40
18	Jèkafo	545 500	2,38
19	Binko	520 000	2,27
20	Benkadi	510 000	2,23
21	Dièbè	450 900	1,97
22	Diouman	222 550	0,97
23	Dégnekoro	116 960	0,51
Total		22 845 950	100
CERCLE DE KANGABA			
1	Balan-Bakama	732 725	20
2	Benkadi	480 875	13
3	Kaniogo	434 715	12
4	Karan	221 820	6
5	Maramandougou	647 050	18
6	Minidian	540 150	15
7	Naréna	230 140	6

8	Nouga	343 500	9
9	Séléfougou	0	0
Total		3 630 975	100%
CERCLE DE KATI			
1	Banguinéda	456 960 000	4,40
2	Bancoumana	190 800 000	1,87
3	Bossofala	73 450 000	7,23
4	Bougoula	167 700 000	1,65
5	Daban	146 800 000	1,44
6	Diago	185 500 000	1,82
7	Dialakoroba	432 000 000	4,25
8	Dialakorodji	212 750 000	2,09
9	Djédougou	80 200 000	0,78
10	Dio-Gare	131 100 000	1,29
11	Dogodouman	143 000 000	1,40
12	Dombila	364 000 000	3,58
13	Doubabougou	326 300 000	3,21
14	Faraba	377 700 000	3,71
15	Kalabancoro	797 000 000	7,84
16	Kalifaboubou	94 000 000	0,92
17	Kambila	132 500 000	1,30
18	Kati	388 000 000	3,81
19	Kourouba	236 500 000	2,32
20	Mandé	217 500 000	2,14
21	Moribabougou	432 000 000	4,25
22	Mountougoula	263 500 000	2,59
23	N'Gabakoro-Droit	205 000 000	2,01
24	N'Gouraba	443 000 000	4,36

25	Niagadina	316 000 000	3,11
26	Niouma-Makana	257 000 000	2,53
27	Ouéléssébougou	111 000 000	1,09
28	Safo	413 400 000	4,06
29	Sanankoro-Djitoumou	117 500 000	1,15
30	Sanankoroba	243 700 000	2,39
31	Sangarébourgou	648 000 000	6,37
32	Siby	322 000 000	3,17
33	Sobra	306 750 000	3,01
34	Tiakadougou-Dialakoro	363 000 000	3,57
35	Tiélé	0	0
36	N'Tjiba	237 450 000	2,33
37	Yélékébourgou	324 510 000	3,19
TOTAL		10 157 570 000	100
CERCLE DE KOLOKANI			
1	Sébécoro 1	880 600 000	9,69
2	Tioribougou	669 900 000	7,37
3	Didiéni	913 050 000	10,05
4	Guihoyo	1 308 600 000	14,40
5	Kolokani	496 000 000	5,46
6	Massantola	340 600 000	3,75
7	Nonkon	3 137 007 000	34,53
8	Oulodo	162 975 000	1,79
9	Sagabala	744 750 000	8,20
10	Nossombougou	431 058 000	4,74
TOTAL		9 084 540 000	100,00%
CERCLE DE NARA			
1	Allahina	380 570 000	7,45
2	Dabo	290 450 000	5,69

3	Dilly	334 000 000	6,54
4	Dogofry	735 500 000	14,40
5	Fallou	423 460 000	8,29
6	Guénéibé	602 383 000	11,80
7	Guiré	345 258 000	6,76
8	Koronga	437 500 000	8,57
9	Nara	807 700 000	15,82
10	Niamana	538 000 000	10,53
11	Ouagadou	212 220 000	4,16
TOTAL		5 107 041 000	100,00
TOTAL REGION		24 395 047 390	

La répartition du coût global par cercle donne 0,04% pour le cercle de Koulikoro ; 0,04% pour Banamba ; 0,09% pour Dioila ; 0,01% pour Kangaba ; le cercle de Kati vaste et très diversifié se retrouve avec 41,64% ; Kolokani avec 37,24% et Nara qui est situé dans le sahel occidental avec une mauvaise pluviosité et une forte infestation par divers prédateurs se retrouve avec 20,93%.

IV. REPARTITION DU COUT PAR SOURCE DE FINANCEMENT (%) :

Etat	PTF	Commune	Cercle
20	70	5	5

Source : DRA Koulikoro

ANNEXES

BILANS CEREALIERS DE 2004-2005 A 2008-2009

Année	Besoins céréaliers (T)	Production disponible (T)	Ecart (T)
2004 - 2005	396205	337896	-58309
2005 - 2006	406424	477607	71183
2006 - 2007	416948	424819	7871
2007 - 2008	423301	447941	24640
2008 - 2009	435491	527171	91680

Besoins en riz calculé sur la base de 61,46 kg/personne/an

(Source CPS Agriculture)

Population	Besoins /pers/an	Besoins annuels
2035005	61,46	125071 tonnes

BILAN CEREALIER 2007 - 2008

Cercle	Koulikoro	Banamba	Dioila	Kangaba	Kati	Kolokani
Population	185 037	174 445	412 199	95 418	718 734	211 418
Besoins (en T) : 214 kg/tête/an	39 598	37 331	88 211	20 419	153 809	45 243
Productions céréales sèches brute	46 026	41 622	157 333	14 575	104 231	55 011
Production brut riz	1 780	296	983	5 779	19 380	975
TOTAL	47 806	41 918	158 316	20 354	123 611	55 986
Productions disponibles céréales sèches (minorée de 15% de pertes et semences)	39 122	35 379	133 733	12 389	88 596	46 759
Productions disponibles céréales sèches (minorée de 15% de pertes et semences)	1 513	252	836	4 912	16 473	829
Nette Riz minorée de 40% pertes décorticages	908	151	501	2 947	9 884	497
Production nette	40 030	35 530	134 234	15 336	98 480	47 257
Ecart	432	- 1 802	46 024	- 5 083	- 55 329	2 013

BILAN CEREALIER 2008 - 2009

Cercle	Koulikoro	Banamba	Dioila	Kangaba	Kati	Kolokani
Population	191 006	176 401	382 655	95 082	680 991	219 099
Besoins (en T) : 214 kg/tête/an	40 875	37 750	81 888	20 348	145 732	46 887
Productions céréales sèches brute	49 909	64 617	223 812	11 883	128 590	65 967
Production brut riz	3 941	369	4 527	8 861	28 316	869
TOTAL	53 850	64 986	228 339	20 744	156 906	66 836
Productions disponibles céréales sèches (minorée de 15% de pertes et semences)	42 423	54 924	190 240	10 101	109 302	56 072
Production disponibles céréales sèches (minorée de 15% de pertes et semences)	3 350	313	3 848	7 532	24 069	739
Nette Riz minorée de 40% pertes décorticages	2 010	188	2 309	4 519	14 441	443
Production nette	44 433	55 112	192 549	14 620	123 743	56 515
Ecart	3 557	17 363	110 661	- 5 728	- 21 989	9 628